

BAR LE DUC, le 25 janvier 2008

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Groupe de Subdivisions de Meurthe-et-Moselle et de Meuse
Subdivision de la Meuse
5, place de la République - BP 70542
55 013 BAR LE DUC CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société Fers & Métaux de la Meuse.
Demande d'agrément pour les activités de stockage, de dépollution, de
démontage, de découpage ou de broyage des Véhicules Hors d'Usage (VHU)
Présentation aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des
Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)

Réf : Bordereau de transmission du 29 octobre 2007.

Pièce jointe : Plan de situation

Rédigé par L'Inspecteur des Installations Classées	Vérifié par Le Chef de la Subdivision de la Meuse	Vu, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet NANCY le Pour le Directeur et par délégation Le Chef du Groupe de Subdivisions de Meurthe-et- Moselle et de Meuse
--	---	--

Par bordereau visé en référence, la Préfecture de la Meuse nous a transmis la demande présentée par la Société Fers & Métaux de la Meuse, par laquelle elle sollicite un agrément pour des activités de stockage, de dépollution et de démontage de Véhicules Hors d'Usage. Cette demande est présentée en application de l'article R. 543-162 du Code de l'Environnement et de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des Véhicules Hors d'Usage.

I. Situation administrative du site :

Les activités de stockage de ferrailles et vieux métaux associées à de la récupération de carcasses de véhicules, sont initialement autorisées par l'arrêté préfectoral n° 3700/87 du 16 décembre 1987, pour le compte de la société ALBERTUS. Cet arrêté a été modifié en date du 22 mai 1990 (n° 90-1897), puis transféré dans son intégralité, par récépissé du 19 septembre 2006, à la société Fers & Métaux de la Meuse.

II. Dossier de demande d'agrément :

1. Contexte réglementaire

L'article R. 543-162 du Code de l'Environnement, a conditionné la prise en charge de véhicules hors d'usage par un exploitant à l'obtention d'un agrément. L'arrêté ministériel du 15 mars 2005 et la circulaire du 17 juin 2005 ont précisé le contenu des demandes d'agrément et les conditions et modalités de délivrance. Depuis le 24 mai 2006, seuls les opérateurs agréés sont autorisés à prendre en charge des véhicules hors d'usage.

2. Analyse du dossier

Le dossier de demande d'agrément déposé le 29 octobre 2007 par la Société Fers & Métaux de la Meuse, a été complété le 24 janvier 2008 par un extrait Kbis et une déclaration de l'exploitant nous informant de la modification de l'adresse du siège social de la société.

La demande d'agrément déposée par la Société Fers & Métaux de la Meuse est conforme aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. Elle contient notamment une attestation de conformité à l'arrêté ministériel précité, établie par un organisme tiers accrédité.

III. Visite du 23 janvier 2008 :

La visite réalisée le 23 janvier 2008 a permis, d'une part, de s'assurer de la mise en œuvre des dispositions techniques imposées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005, et d'autre part, de constater que les travaux de mise en conformité, qui avaient été relevés par l'organisme tiers accrédité lors de sa visite réalisée sur le site en date du 07 septembre 2007, étaient entièrement réalisés.

Toutefois, quelques écarts par rapport aux prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3007/87 du 16 décembre 1987 modifié ont été constatés. Ces écarts seront traités dans le cadre du dossier "Porter à connaissance" déposé par l'exploitant en date du 26 avril 2007, par lequel ce dernier sollicite des modifications de l'installation et de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce dossier, qui est en cours d'instruction, a également été transmis à la police de l'eau (DDAF), afin qu'elle formule un avis sur les dispositions prévues en ce qui concerne la gestion des eaux du site dont l'exutoire final est la rivière Scance.

IV. Proposition :

Compte tenu des points évoqués précédemment, l'inspection des installations classées propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, de réserver une suite favorable à la demande d'agrément formulée par la Société Fers & Métaux de la Meuse.

Cet agrément est délivré dans les conditions prévues par l'article R. 515-37 du Code de l'Environnement. Il est octroyé par arrêté préfectoral complémentaire selon la procédure prévue à l'article R. 512-31 du même Code.

FFRP pour les itinéraires et sentiers de randonnées GR®, GRP®, PR®



PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

40 rue du Bourg – B.P. 30512 – 55012 BAR-LE-DUC CEDEX – Téléphone 0 821 803 055 – Télécopie 03 29 79 55 31

Arrêté n°2008-

Arrêté préfectoral portant agrément des exploitants des installations de dépollution et de
démontage des véhicules hors d'usage
FERS & METAUX de la Meuse à VERDUN

Agrément n° PR 55-

Le PRÉFET de la MEUSE,

VU le Code de l'Environnement, et notamment son livre V ;

VU le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;

VU l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté préfectoral n°3007/87 du 16 décembre 1987 modifié, autorisant la Société ALBERTUS à exploiter un dépôt de ferrailles et vieux métaux avec activité de récupération sur le territoire de la commune de VERDUN ;

VU le récépissé du 19 septembre 2006, actant le changement d'exploitant pour le compte de la Société Fers & Métaux de la Meuse ;

VU la demande d'agrément présentée le 29 octobre 2007 et complétée le 24 janvier 2008 par la Société Fers & Métaux de la Meuse, dont le siège social est situé : ZI de CHICAGO, 3 rue de l'Arsenal, à VERDUN (55 100), en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur son site de VERDUN ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 janvier 2008 ;

VU l'avisdu Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) dans sa séance du ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément présentée le 29 octobre 2007 et complétée le 24 janvier 2008 par la Société Fers & Métaux de la Meuse, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

A R R Ê T E

Titre 1 – Champ des mesures

Article 1^{er}: Bénéficiaire et portée de l'arrêté

La Société Fers & Métaux de la Meuse, dont le siège social est situé : ZI de CHICAGO, 3 rue de l'Arsenal, à VERDUN (55 100), est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage, pour les installations qu'elle exploite en Zone Industrielle de Regret sur le territoire de la commune de VERDUN.

L'agrément est délivré pour une durée de **6 ans** à compter de la date de notification du présent arrêté, sous réserve du respect des prescriptions listées ci-après.

Article 2: Obligations techniques

La Société Fers & Métaux de la Meuse est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 3: Obligations administratives

Tous les documents, plans ou registres établis en application du présent arrêté et tous les résultats des mesures réalisées au titre du présent arrêté sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Titre 2 – Dispositions complémentaires

Article 4:

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3007/87 du 16 décembre 1987 modifié, est complété par les dispositions suivantes :

4.1 Démontage et entreposage

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.

4.2 Stockage des véhicules

Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir.

4.3 Stockage des fluides et des composés

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux couverts dotés d'un dispositif de rétention.

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité entreposée est limitée à 100 m³. Le dépôt est à plus de 50 mètres de tout bâtiment.

4.4 Traitement des eaux

Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées et des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage, mentionnés aux articles 4.1 et 4.2, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérés et traités avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un débourbeur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivants :

- pH compris entre 5,5 et 8,5.
- Matières en suspension totales inférieures à 100 mg/l si le flux maximal journalier est inférieur à 15 kq/j sinon, la valeur de 35 mg/l sera retenue.
- Hydrocarbures totaux inférieur à 10 mg/l
- Plomb inférieur à 0,5 mg/l

Titre 3 – Information du public

Article 5: Affichage

La Société Fers & Métaux de la Meuse est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation, son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

Titre 4 – Dangers ou nuisances non prévenus

Article 6: Suspension d'agrément

La suspension de l'agrément pourra être ordonnée pendant un délai nécessaire à la mise en place des mesures compensatoires :

- s'il apparaît que l'exploitation de l'installation engendre, pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, des dangers ou inconvénients qui n'étaient pas connus lors de la délivrance de la présente autorisation,
- en cas de non-respect des dispositions du présent arrêté.

Titre 5 – Articles d'exécution

Cahier des charges annexé à l'arrêté n°..... du Portant agrément des exploitants des installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage

1^{er} Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R. 318-10 du Code de la Route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2^{es} Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3^e Traçabilité.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du Code de la Route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n° 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4° Réemploi.

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du Code de la Consommation.

5° Dispositions relatives aux déchets (si elles ne figurent pas déjà dans l'arrêté d'autorisation).

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

6° Communication d'information.

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé :

7° Contrôle par un organisme tiers.

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicer ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.